

<https://ugtg.org/spip.php?article1935>



# " Opération 45 000 foyers " du Conseil régional de Guadeloupe : Une aumône de

## 100 euros pour garantir la



## pwofitasyon

Date de mise en ligne vendredi 1er mars 2013

- Dossier spécial LKP - Expressions -

---

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

---

Ce mardi 25 février 2013, la Présidente du Conseil régional, Josette Borel-Lincertin, a signé une convention de partenariat avec Pascal Rothé, Directeur régional des finances publiques (DRFIP) de Guadeloupe, afin d'assurer le versement d'une "aide exceptionnelle" de 100 euros aux "44 251 foyers guadeloupéens dont les revenus fiscaux sont les plus faibles".

Cette mesure serait, à écouter la plan com' de la Région, la marque de la priorité donnée par sa majorité "socialiste" à la lutte contre la vie chère en Guadeloupe. Il s'agirait pour la Région "d'améliorer le pouvoir d'achat des Guadeloupéens, en maintenant des prix justes ou en apportant une aide exceptionnelle aux foyers les plus modestes" ! **Mésyézedam, pa pri !**

**Confirmant les enquêtes du Bureau d'Étude Ouvrières du LKP**, l'INSEE reconnaît, d'une part que les produits alimentaires importés sont, en moyenne, 34% plus chers en Guadeloupe qu'en France et que, d'autre part, l'inflation entre janvier 2008 et décembre 2012 de ces mêmes produits alimentaires a été beaucoup plus forte en Guadeloupe qu'en France (+15% contre +10,3%).

**Concrètement, sur les 5 dernières années, le fossé de la vie chère, déjà béant, s'est encore élargi en Guadeloupe** mais Man Lincertin vient nous rassurer que la priorité de l'action politique de la majorité, au pouvoir depuis 2004, est l'amélioration du pouvoir d'achat des Guadeloupéens ! **Mésyézedam, pa ri, non !**

Une aumône de 100 euros distribuée cette année, voilà sûrement une priorité à la veille de tant d'échéances électorales en 2014. Mais en est-ce vraiment une au regard de la baisse de moitié des taux d'octroi de mer, votée par le Conseil régional, en 2009, sur un grand nombre de produits de première nécessité, sans que nul ne contrôle la répercussion de cette baisse par les grandes enseignes sur le prix final payé par les consommateurs ?

Un billet de 100 euros - certes toujours bon à prendre *lèouvwè ou ka vwè mizè*, est-ce là une priorité lorsque l'on constate que cette baisse de l'octroi de mer, que le Conseil régional a lui-même estimé à 10 millions d'euros par an, correspondant à autant de millions d'euros de rentrées fiscales en moins pour les communes de Guadeloupe ?

Un billet de 100 euros, est-ce là une "priorité politique" lorsque l'on observe que cette baisse des taux d'octroi de mer qui tombe directement dans les poches des *pwofitan* n'a jamais été remise en cause depuis le 31 décembre 2009, alors que les hyper et supermarchés ne s'étaient, eux, engagés que jusqu'à cette date-là ?

cela fait donc 4 ans que, chaque année, **l'import-distribution bénéficie d'un allègement de 10 millions d'euros de charges fiscales généreusement octroyé par les élus du Conseil régional** sans que les consommateurs Guadeloupéens n'aient jamais bénéficié de sa répercussion sur leur pouvoir d'achat.

**Cette subvention déguisé d'un montant de 40 millions d'euros au profit de l'import-distribution est à mettre en relation avec les 100 euros chichement octroyés à 45 000 foyers guadeloupéens** à très faibles revenus pour estimer les véritables priorités politiques des élus de la majorité "socialiste" du Conseil régional. En vérité, leur action politique se résume à **"des millions pour graver les *pwofitan* et quelques miettes pour amuser le peuple" !**

Et ce n'est ni l'opacité de la société d'économie mixte patrimoniale créée par Victorin LUREL et présidée par Hélène CHRISTOPHE-VAINQUEUR, ni l'absence de toute donnée publique et tout bilan chiffré sur la charte du consommateur censée avoir été mise en place dans les enseignes *Hyper casino* de Basse-Terre et *Carrefour Market* de Bouillante qui peuvent permettre d'accorder le moindre crédit à la prétendue volonté politique de la majorité régionale à lutter contre la vie chère.

Bien évidemment cette soi-disant "énergique action" du Conseil régional dans la lutte contre la vie chère s'inscrirait, d'après *Man Lurel-Lincertin*, dans la vaste - et non moins énergique - action d'ensemble du trio Hollande-Ayrault-Lurel dénommée "régulation économique en outre-mer". A l'écouter, il faudrait, une fois de plus, que les Guadeloupéens et Guadeloupéennes acceptent de *pran dlo-mouchach pou lèt* !

**LKP ja di, woudi é ka viré di :**  
**Tout gran parad a yo la,**

**sé onsèl vèglaj**

**pou fè nou konpwann**

**yo ka fè**

**TOUPANNAN YO PA KA FÈ hak !**

La loi de régulation économique, et tout particulièrement les accords annuels de modération des prix des produits de grande consommation censés incarner le bouclier-prix promis par le candidat Hollande, ne constituent qu'une vaste supercherie.

**LKP ka woudi** qu'en réalité, le gouvernement français agite le hochet symbolique d'une modération du prix de quelques produits afin de mieux masquer son refus idéologique absolu de règlementer les profits exorbitants des entreprises de l'import-distribution en Guadeloupe et dans les autres possessions coloniales française.

**Gouvernement français comme majorité régionale, leur seule politique c'est celle de l'écran de fumée : simuler l'action politique pour sauvegarder les intérêts des dominants, donner quelques euros aux dominés pour détourner la colère sociale et permettre le maintien de la structure de la *pwofitasyon*.**

Entre les accointances et les copinages, entre le financement de la vie politique et l'attribution de marchés publics, il n'y a pas de place pour la lutte contre la vie chère !

LKP appelle tous les Guadeloupéennes et Guadeloupéens à ne pas se laisser intoxiquer par les simulacres des politiques *bwabwa* : c'est seulement par notre vigilance et notre mobilisation que nous pourrions mettre à bas le système de *pwofitasyon an Péyi Gwadeloup*.

LKP

Lapwent, 28 févryé 2013